

# Note de synthèse pour soutenir la priorisation des dépenses consacrées à la planification familiale et à la santé reproductive en Niger



## Les dépenses de santé au Niger restent nettement en dessous des critères internationaux et régionaux concernant les ressources nécessaires à la couverture santé universelle (CSU)

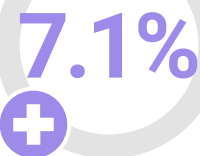
En 2023, la dépense nationale par habitant pour la santé était la suivante :

**17,267 FCFA\***  
/ 35 \$US<sup>1</sup>



Une dépense publique annuelle **d'au moins 86 USD** par habitant est nécessaire pour que les pays à revenu intermédiaire et faible puissent fournir un paquet de services essentiels.<sup>2</sup>

En 2022, les dépenses publiques de santé en proportion des dépenses publiques totales étaient **de 7,1 %**<sup>3</sup>, bien en dessous de l'engagement de la Déclaration d'Abuja de 15 %.



En 2001, les États membres de l'Union africaine (UA) se sont engagés à allouer **au moins 15 %** de leurs budgets nationaux à la santé.<sup>4</sup>

Les dépenses de santé au Niger représentaient **4,4 %** du PIB en 2023.<sup>1</sup>

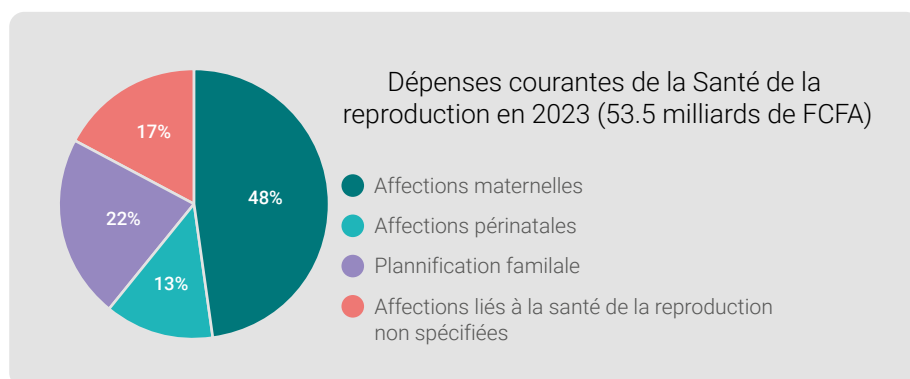


Il est largement admis que la réalisation de la CSU nécessite que les gouvernements consacrent **au moins 5 à 6 %** de leur PIB aux soins de santé.<sup>5</sup>

\*avec 1 dollar estimé à 500 FCFA

## La santé reproductive représente 13 % des dépenses de santé et seulement 20 % de ces dépenses sont consacrées à la planification familiale

Les dépenses en santé reproductive (SR) en 2023 étaient de 53,5 milliards de FCFA, soit 13 % des dépenses totales actuelles en santé.<sup>1</sup> La majorité de ce financement était destinée à la santé maternelle et reproductive (48 %), avec seulement 22 % pour la planification familiale (FP).



## En termes de sources de financement, en 2023, la majorité des financements pour la FP provient des transferts publics (44 %), suivis des transferts étrangers (38 %)

### Transferts publics 44 %

Une part significative du financement du FP provenait de l'État, démontrant un fort engagement politique et l'efficacité de l'arrangement de financement jumelé (voir ci-dessous).



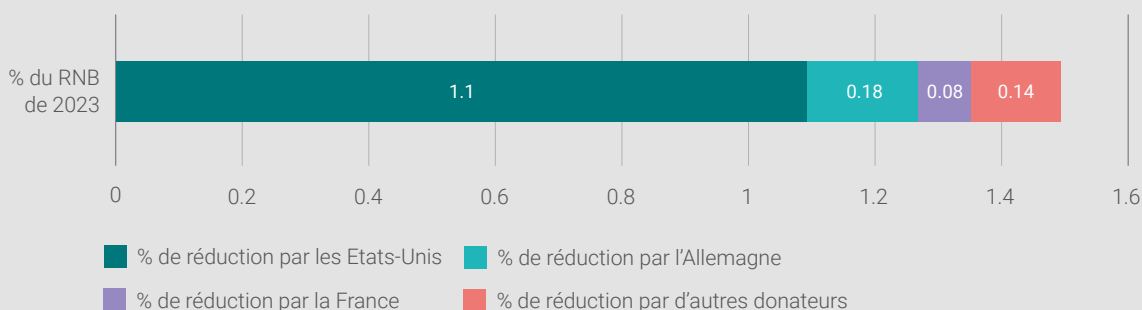
### Transferts à l'étranger 38 %

En 2023, le programme FP dépendait fortement du financement des donateurs, compromettant la durabilité et la prévisibilité du financement dans le contexte de la baisse des budgets de l'aide.



Le Niger a été fortement impacté par les coupes bilatérales de l'aide au développement outre-mer (AOD), avec une perte totale projetée de 538,6 millions de dollars US en 20256. Selon les données de l'OCDE, le Niger devrait perdre l'équivalent de 1,5 % de son revenu national brut (RNB) 2023 à cause des réductions de l'ODA en 2026, la majeure partie résultant de la réduction des États-Unis. Il s'agit d'une réduction sévère qui aura des effets majeurs sur les financements disponibles, y compris pour le secteur de la santé.

Réductions bilatérales prévues de l'APD en 2026 en % du RNB de 2023 au Niger



Le Niger fait partie des 54 pays qui ont signé un Pacte d'approvisionnement du FNUP et un Fonds de contrepartie.<sup>7</sup> De 2022 à 2025, le Niger a reçu **3,5 millions de dollars US de financement jumelé** de la FNUP, offrant une forte incitation au gouvernement à continuer d'investir dans l'acquisition de services de santé reproductive assurés de qualité.

Dans le cadre de l'accord de fonds jumelés, la FNUP fournit pour 2 \$ de produits SR assurés de qualité pour chaque 1 \$ apporté par le gouvernement, jusqu'à 2 millions de dollars par an.

## La répartition des dépenses par type de prestataire ne correspond pas au Plan d'Action Nationale Budgétisé de PF (2021-2025), avec un financement inférieur que prévu pour les soins primaires et la création de demande<sup>8</sup>

### Prestataires de prévention



15%

En 2023, 15 % des dépenses de FP concernaient les soins préventifs. C'est bien inférieur à la part estimée de la création des coûts à la demande dans le PANB (34 %), qui comprenait plusieurs stratégies, notamment l'engagement des leaders traditionnels, des hommes, des jeunes et des adolescents pour promouvoir l'adoption de la FP.

### Administration et finance



33%

Un tiers des dépenses de FP en 2023 concernaient l'administration et les finances, ce qui est élevé par rapport à la répartition estimée du CIP (le coût total estimé pour la politique, l'environnement favorable et le financement était de 11 %).<sup>7</sup>

### Prestataires ambulatoires



26%

Un peu plus d'un quart des dépenses de FP ont été destinées aux établissements de santé primaires (26 %), ce qui est faible étant donné que les soins de santé primaires sont largement considérés comme la manière la plus inclusive, équitable et rentable d'obtenir une couverture santé universelle.

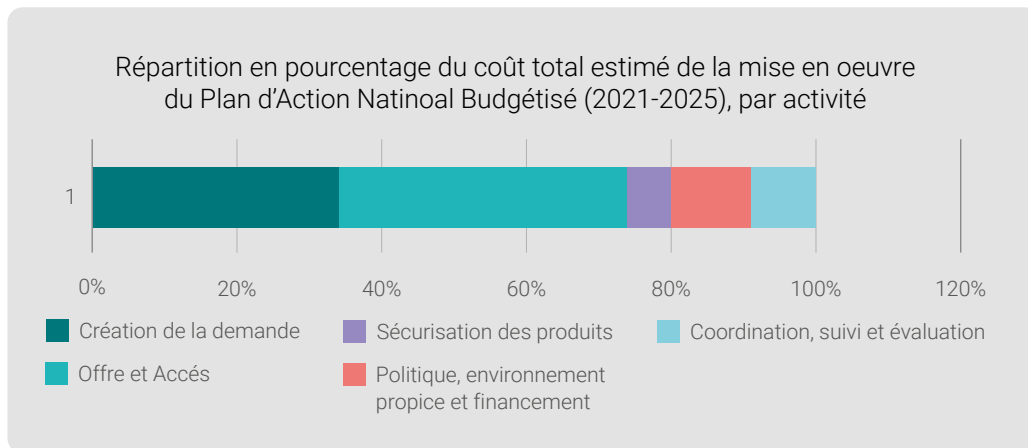
### Hôpitaux



20%

Un cinquième des dépenses de FP a été affecté aux hôpitaux en 2023, ce qui est élevé étant donné que les soins secondaires n'étaient pas identifiés comme une priorité dans le CIP.





Dans le cadre de ses engagements pour le FP2030, le Niger s'est engagé à augmenter les ressources nationales pour l'achat de produits contraceptifs et de consommables médicaux jusqu'à 500 millions de CFA (1 million de dollars US) d'ici 2025, avec une augmentation de la ligne budgétaire de l'État de 10 % chaque année.<sup>9</sup>

## Un investissement de 1 million de dollars US par an, conformément à l'engagement du Niger pour le FP2030, générerait des économies de coûts et des avantages sanitaires significatifs<sup>10</sup>



Chaque **US\$1** investi dans la planification familiale au-delà du niveau actuel réduit le coût des soins liés aux grossesses et des soins nouveau-nés de **US\$1.77**.

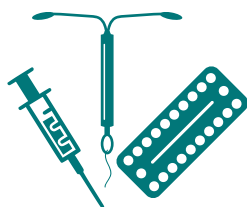


En termes d'avantages pour la santé, chaque année, un investissement d'un million de dollars américains contribuera à sauver 128 vies de femmes et de filles.



**USD 1,000,000**  
investissement

Fondé par: Gouvernement du Niger



**133,326 femmes et couples** reçoivent des contraceptifs modernes



**29,717 grossesses non désirées évitées**  
**16,029 naissances non planifiées évitées**  
**8,077 avortements à risque évités**



**128 vies de femmes et de filles sauvées**

## Messages clés :



Renforcer le financement public de la santé (jusqu'à 5 % du PIB) est essentiel pour améliorer la prévisibilité et la durabilité du financement.



Il faut accorder une priorité accrue à la FP dans le budget RH, compte tenu de son rôle crucial dans la maternité sûre, notamment dans le contexte de la réduction des financements externes.

## Actions urgentes :



**Renforcer le plaidoyer auprès du gouvernement national** afin d'accroître la disponibilité et l'efficacité du financement des RH, en :

- Plaidant pour un investissement accru dans la planification familiale, en utilisant les preuves présentées dans cette fiche d'information pour adapter les messages aux intérêts et priorités des différents parties prenantes.
- Organisation de tables rondes pour renforcer le soutien à l'investissement FP/RH avec la participation des médias, de la société civile et de l'Assemblée nationale.



**Suivre l'allocation et les dépenses** pour :

- améliorer les taux de distribution pour la santé reproductive et le secteur de la santé, en mettant l'accent sur l'augmentation de l'exécution budgétaire en début d'année et
- veiller à ce que le gouvernement respecte son engagement FP2030 d'augmenter chaque année l'allocation budgétaire de l'État.
- Suivez les engagements pris dans le cadre du Partenariat de Fourniture de l'UNFPA afin de garantir que le Niger continue de bénéficier de financements contrepartis pour les produits contraceptifs



- Explorer et défendre **des stratégies innovantes pour accroître la marge budgétaire** de la santé reproductive, telles que l'utilisation de taxes affectées à l'alcool, au tabac ou aux boissons sucrées pour financer la santé reproductive



- Renforcer le plaidoyer auprès des partenaires techniques et financiers afin de s'aligner sur les politiques et procédures nationales en accord avec les engagements internationaux (par exemple, l'Agenda de Lusaka)

## Références

1. MSP/P/AS (2023) Comptes de la Santé. Ministère de la Santé Publique, de la Population et des Affaires Sociales
2. [Lever davantage de fonds nationaux pour la santé : perspectives pour les pays à revenu faible et intermédiaire | Économie de la santé, politique et droit | Cambridge Core](#)
3. Organisation mondiale de la santé 2025 data.who.int, Dépenses générales nationales de santé (GGHE-D) en pourcentage des dépenses générales (GGE) (%) [Indicateur]. <https://data.who.int/indicators/i/8C8FB8F/B9C6C79>
4. [abuja\\_report\\_aug\\_2011](#)
5. [Un objectif pour la CSU : Combien les gouvernements doivent-ils dépenser pour la santé ? | RESYST](#)
6. [Retracer les conséquences des coupes budgétaires : quels pays seront les plus touchés, alors que plusieurs donateurs coupent leurs budgets ? | Centre pour le développement mondial](#)
7. [Rapport annuel du Partenariat de Fournitures de l'UNFPA 2024\\_web \(2\).pdf](#)
8. [Plan d'Action National Budgétisé de Planification Familiale 2021-2025 du Niger](#)
9. [Niger - Planification familiale 2030](#)
10. [Calculateur d'impact de l'investissement en planification familiale | Institut Guttmacher](#)

Women's Integrated Sexual Health (WISH2) West and Central Africa (WACA) est un programme conjoint mis en œuvre par MSI Reproductive Choices, Ipas, Options, RAES, Sightsavers et WiLDAF-AO et financé par UKAID.